



www.cdg62.fr/

CENTRE DE GESTION
DE LA FONCTION PUBLIQUE TERRITORIALE
DU PAS-DE-CALAIS

Envoyé en préfecture le 18/10/2024

Reçu en préfecture le 18/10/2024

Publié le

ID : 062-286200027-20241015-2024_54-DE



DÉLIBÉRATION

2024/54

DISPOSITIF DE SIGNALEMENT DES ACTES DE VIOLENCE, DE DISCRIMINATION, DE HARCELEMENT MORAL OU SEXUEL ET DES AGISSEMENTS SEXISTES

Le Conseil d'Administration s'est réuni le Mardi 15 Octobre 2024 à 14 heures 30, salle des réunions au CENTRE DE GESTION à BRUAY-LA-BUISSIÈRE, sous la présidence de M. Joël DUQUENOY, Président du CDG 62.

Le secrétaire de séance désigné est M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE.

Etaient présents : M. Jean-Pierre SANSEN, Maire de RUITZ – M. Nicolas PICHONNIER, Maire de RIMBOVAL – Mme Véronique DUMONT-DESEIGNE, Adjointe au Maire de MARCK – M. Jean-Michel LEGRAND, Maire de AUCHY-LES-MINES – M. Bruno HUMETZ, Adjoint au Maire de SAINT-OMER – M. Jean-Luc FAY, Maire de BONNIERES – M. René HOCQ, Maire de BURBURE – M. André GOUDALLE, Maire de WIRWIGNES – M. Marc BOUTROY, Maire de ESCALLES – Mme Denise TETELIN, Maire de VILLERS-CHATEL – M. Alain DUBREUCQ, Maire de SAINS-EN-GOHELLE – M. Cédric DELMOTTE, Maire de BOIRY-SAINT-MARTIN – Mme Marie-Thérèse ROJEWSKI, Adjointe au Maire de HOUDAIN – M. Ludovic IDZIAK, Maire de CALONNE-RICOUART – M. Joël DUQUENOY, Président de la Communauté d'Agglomération du Pays de SAINT-OMER – M. Francis CORDONNIER, Adjoint au Maire de BETHUNE – M. Guillaume LEBLOND, Conseiller municipal de BOULOGNE-SUR-MER – Mme Florence WOZNY, Conseillère Départementale – M. André KUCHCINSKI, Conseiller Départemental.

Etaient absents ou excusés : M. Jacques BACQUET, Maire de QUERCAMPS – Mme Fabienne DUPUIS, Maire de OIGNIES – Mme Nadine LEFEBVRE, Maire de BEUVRY – M. Didier BOMY, Adjoint au Maire de CUCQ – M. Maurice LECONTE, Maire de HOUCHIN – M. Julien DELANNOY, Maire de WAVRANS-SUR-L'AA – M. Michel DASSONVAL, Adjoint au Maire de LILLERS – M. Dominique DELATTRE, Vice-Président du Syndicat Mixte Artois Valorisation – M. Ernest AUCHART, Conseiller communautaire de la Communauté de Communes des Campagnes de l'Artois – M. Patrice CAMBRAYE, Adjoint au Maire de Calais – M. Hakim ELAZOUZI, Administrateur au CCAS de BETHUNE – Mme Fabienne DUTERTE, Administratrice au CCAS de BOULOGNE-SUR-MER – M. Alexandre MALFAIT, Conseiller Départemental.



Vu le code général de la Fonction Publique ;

Vu le Code de la Commande Publique ;

Vu le décret n°85-643 du 26 juin 1985 modifié, relatif aux centres de gestion institués par la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale ;

Vu le décret n°2020-256 du 13 mars 2020 modifié, relatif au droit de manifestation, au droit de grève, aux actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la Fonction Publique Territoriale ;

Vu la délibération n°2023-45 du 26 septembre 2023 autorisant le Président du Centre de Gestion du Pas-de-Calais à lancer le marché pour le dispositif susvisé, à signer la convention de groupement de commandes avec les Centres de Gestion de l'Oise et de la Somme et à émettre les mandats correspondants ;

Vu la convention de groupement de commande signée par les 3 Présidents des Centres de Gestion (Pas-de-Calais, Oise et Somme) en date du 1^{er} décembre 2023 ;

Monsieur le Président rappelle aux membres du Conseil d'Administration que dans le cadre de l'offre proposée à toutes les collectivités pour la mise en place d'un dispositif de signalement des actes de violence, discrimination, harcèlement et agissements sexiste, le marché de services d'une durée de 3 ans porte le numéro 2024-003 a été attribué à QUALISOCIAL et est alloti comme suit :

- Lot 1 : La fourniture d'un outil dématérialisé de recueil des signalements
- Lot 2 : La prestation de conseil, d'accompagnement et de traitement des situations

Monsieur le Président rappelle également que le coût du lot 1 avait été initialement fixé au tarif de 1€/agent.

Après réexamen de la situation et notamment du coût de fonctionnement engendré par la mise en place du service à toutes les collectivités et tous les établissements publics du Pas-de-Calais, y compris les collectivités et établissements publics non-affiliés au Centre de Gestion, il est proposé de réévaluer le coût du lot 1 au tarif de 2€/agent.

Le Conseil d'Administration,

Après avoir entendu l'exposé de son Président,

A l'unanimité des membres présents,

- ♦ *FIXE* le coût du lot 1 au tarif de 2€/agent ;
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer les marchés correspondant aux 2 lots précités avec la société QUALISOCIAL pour les montants indiqués ci-avant et pour une durée maximale de 3 ans.
- ♦ *AUTORISE* le Président à signer tous les actes afférents au marché 2024-003, notamment les conventions d'adhésion qui seront signées avec les collectivités et les établissements publics.

Ainsi fait et délibéré en séance,

À BRUAY-LA-BUISSIÈRE, le 15 octobre 2024

Le Président,

Joël DUQUENOY